

ACTUALITE

L'Iran et les compagnies pétrolières étrangères sortent du bois

Depuis l'élection triomphale du président Hassan Rohani, la nomination de son gouvernement et son approbation par le Majlis, le retour à la tête du ministère du Pétrole de M. Bijan Namdar Zanganeh et des déclarations et intentions encourageantes affichées par la nouvelle équipe, les compagnies pétrolières étrangères regardent à nouveau du côté de Téhéran, avec toute la prudence requise, bien sûr, mais aussi avec un intérêt croissant et un certain espoir. Trois éléments majeurs sont venus renforcer ce mouvement : l'affirmation claire et nette par les autorités iraniennes qu'elles ont besoin de beaucoup plus d'investissements étrangers et qu'elles sont décidées à faire ce qu'il faut pour les attirer ; un processus d'examen des contrats pétroliers en vue de préparer des modalités contractuelles plus attrayantes pour les investisseurs privés ; et, last but not least, l'accord de Genève [obtenu dans la nuit du 23 au 24 novembre] sur le programme nucléaire de l'Iran.

Il ne faut pas aller trop vite en besogne car cet accord ne lève pas les sanctions portant sur le secteur pétrolier et gazier [les exportations de produits pétrochimiques sont par contre couvertes par cet accord, qui prévoit également que les pays occidentaux n'imposeront pas de nouvelles sanctions dans les six mois qui viennent. De plus, l'Iran pourra maintenir son niveau actuel d'exportations de brut - qui est de l'ordre de 1 million de barils par jour avec des variations mensuelles autour de ce chiffre]. Cette levée dépendra de la conclusion d'un accord définitif sur le programme nucléaire et chacun mesure aisément les formidables enjeux et défis liés aux négociations futures. Le plus dur reste à faire et le succès est tout sauf garanti. Mais M. Zanganeh a estimé à juste titre, dans une interview au Financial Times, que l'accord de Genève était cependant très important pour le secteur des hydrocarbures car il envoie un signal positif aux marchés pétroliers, il suscite un espoir de règlement définitif de ce sujet plus qu'épineux, il favorise le début de discussions/négociations avec des compagnies étrangères et il lève ce que le ministre a qualifié de "sanctions psychologiques" qui pouvaient inhiber ces compagnies. Celles-ci ne devraient plus craindre que prendre langue avec Téhéran puisse avoir un coût réputationnel considérable.

La liste de M. Zanganeh

Deux étapes supplémentaires ont encore été franchies au début décembre. M. Zanganeh a rendu publique une liste de sept sociétés pétrolières étrangères qu'il aimerait voir venir ou revenir en Iran après la levée des sanctions. De plus, le directeur général du groupe italien Eni, M. Paolo Scaroni, s'est entretenu à Vienne avec le ministre du Pétrole et n'a pas hésité à parler aux journalistes du contenu de cet entretien. Il ne s'agit pas forcément du premier contact avec l'industrie pétrolière internationale mais cette rencontre a fait l'objet d'une large publicité, ce qui illustre l'évolution de la situation [le groupe Total a indiqué par la voix de son PDG, M. Christophe de Margerie, qu'il était très désireux de retourner en Iran lorsqu'il serait légalement possible de le faire et le directeur général de la branche exploration et production de Total, M. Arnaud Breuillac, a récemment rencontré le directeur général de la National Iranian Oil Company (NIOC). M. Breuillac occupe cette fonction depuis le début novembre. Avant cela, il était directeur Moyen-Orient au sein de la branche exploration-production. De plus, entre 2004 et 2006, il était le directeur Iran à la direction Moyen-Orient de Total].

La fameuse liste du ministre comprend les noms de cinq firmes européennes : par ordre alphabétique, il s'agit de BP, Eni, Shell, Statoil et Total. Les deux autres compagnies citées sont américaines : ExxonMobil et ConocoPhillips. Pour les entreprises européennes, pas de surprise. Les cinq groupes ont tous travaillé en Iran après la révolution islamique, ils sont bien connus du ministère du Pétrole et de M. Zanganeh lui-même, leur travail a été apprécié et ils sont tous des groupes de premier plan. L'Iran affiche ainsi clairement sa détermination à travailler demain ou après-demain avec les grands noms de l'industrie pétrolière internationale et pas avec des sous-fifres, ce qui n'est pas étonnant pour des raisons de fierté nationale, de potentiel pétrolier et gazier, d'ampleur des investissements anticipés et de la recherche de compétences technologiques de haut vol.

C'est aussi une façon de montrer que Téhéran n'oublie pas les firmes qui ont bravé les sanctions américaines et leur composante extraterritoriale - l'Iran and Libya Sanctions Act, devenu plus tard l'Iran Sanctions Act - dans les années 1990 et 2000, notamment Total. Le groupe français avait en effet été le premier à se présenter sur la ligne de front avec le développement des phases A et E de Sirri et avait essuyé les foudres de Washington dès le milieu des années 1990 avec, il est vrai à l'époque, un fort soutien de la France et de l'Union européenne. De plus, Total est la compagnie étrangère qui a été impliquée dans le plus grand nombre de développements en Iran, quatre en offshore, depuis la chute du Shah. Outre Sirri A et E, le groupe a travaillé avec la NIOC pour les phases 2 et 3 de South Pars (gaz et condensats) ainsi que pour le développement ou redéveloppement de Balal et de Doroud, deux champs pétroliers. Le fait que Total ait affronté en duel et sans cligner des yeux les autorités américaines dans les années 1990 a poussé certains de ses concurrents européens à tremper leur pied dans l'eau pour en jauger la température avant de plonger à leur tour en Iran.

Téhéran souhaite aussi la venue de firmes américaines

Sans surprise également, les Européens ne sont pas seuls en lice. On trouve aussi deux des plus grandes compagnies américaines, ExxonMobil et ConocoPhillips [historiquement, Conoco avait signé un accord avec la NIOC pour Sirri A et E mais s'était retirée du fait de l'adoption de sanctions américaines contre les investissements dans ce pays. La NIOC s'était alors tournée vers Total, qui n'était pas à l'époque son premier choix pour ce projet]. M. Zanganeh a rappelé que les firmes américaines n'avaient pas pu investir en Iran du fait du gouvernement des Etats-Unis et pas du gouvernement iranien ; de nombreux responsables du secteur iranien des hydrocarbures n'ont jamais fait une croix définitive sur les firmes américaines ; celles-ci sont des acteurs majeurs de l'industrie pétrolière internationale ; et, dans la perspective d'un rapprochement stratégique durable entre l'Iran et les Etats-Unis, la carte pétrolière ne doit pas être négligée.

Cette liste n'est évidemment pas exclusive. Ce n'est pas parce qu'une firme n'est pas membre de ce club très sélect qu'elle ne pourra pas à l'avenir investir en Iran. Mais Téhéran a ses favoris et a décidé de les afficher. M. Zanganeh a précisé qu'il avait parlé avec certaines sociétés européennes mais pas, à ce jour, avec des firmes américaines, en tout cas pas directement. Vice-ministre du Pétrole pour les Affaires internationales, M. Ali Majedi a pour sa part précisé au début décembre qu'il avait contacté dix majors européennes et américaines ainsi qu'une compagnie japonaise. Interrogé sur son intérêt à voir des firmes asiatiques ou russes investir en Iran, le ministre a répondu en substance qu'elles seraient les bienvenues mais que, pour l'instant, sa priorité était les contacts avec des entreprises européennes.

A bon entendeur salut mais d'autres acteurs pétroliers entendent bien ne pas se contenter d'un strapontin, voire d'être exclus de la fête. L'ambassadeur de la Fédération de Russie à Téhéran a ainsi expliqué que les sociétés russes étaient décidées à investir en Iran après la levée des sanctions et Lukoil et Zarubezhneft ont fait part de leur intérêt sur ce sujet.

Eni et l'Iran : dettes, projets pétroliers et gaziers et contrats

A l'issue de son entretien avec M. Zanganeh, M. Scaroni a fait état des thèmes abordés lors de cette discussion qu'il a qualifiée de longue et de "très chaleureuse" avec une personne "que nous connaissons très bien". Il n'a pas hésité à parler d'un sujet qui peut fâcher, à savoir les créances que le groupe italien estime avoir sur l'Iran, en particulier pour ses travaux sur les phases 4 et 5 de South Pars. Les autres questions étaient plus agréables et incluaient les possibles futures activités d'Eni en Iran après la levée des sanctions, son intérêt pour des projets pétroliers et gaziers dans ce pays et la révision des contrats pétroliers, une nécessité pour que l'Iran devienne plus attrayant. M. Scaroni a expliqué aux journalistes que M. Zanganeh était tout à fait convaincu, ce qui ne fait aucun doute (voir cette même rubrique dans nos éditions du 1er novembre et du 1er décembre 2013).

L'Iran entend présenter à l'industrie pétrolière de nouveaux contrats pétroliers d'ici au printemps 2014

Comme expliqué précédemment par Pétrole et Gaz Arabes (PGA), le ministre du Pétrole s'est saisi de cette question clé des contrats de service de type buyback et a créé un groupe de travail pour étudier ce sujet, regarder plusieurs expériences étrangères et formuler des recommandations en vue de parvenir à un régime contractuel plus incitatif sur le plan économique.

Un homme politique français très célèbre de la fin du 19ème siècle et du début du 20ème, Georges Clemenceau, avait déclaré que, "quand on veut étouffer un problème, le plus sûr moyen est de créer une commission". Le moins que l'on puisse dire est que le comité créé par M. Zanganeh et le ministre lui-même ne font pas leur cette citation. Les travaux avancent bien et l'Iran espère être en mesure de présenter aux compagnies pétrolières étrangères de nouveaux contrats types d'ici le printemps 2014, peut-être en avril. A ce stade, l'hypothèse privilégiée serait des contrats de service fortement améliorés pour les firmes étrangères, avec une durée d'implication plus longue dans les projets et une plus grande part des profits, mais pas des accords de partage de production.

Le gouvernement reste cependant prudent dans ses prévisions budgétaires, ce qui est méritoire. Le budget pour l'année 2014-2015, qui débutera en mars prochain, sera bâti sur des hypothèses d'exportation de 1 100 000 barils par jour de pétrole brut et de 300 000 b/j de condensats et sur un prix du pétrole de \$100/b. Sur les sept premiers mois de l'année 2013-2014, le pays n'aurait collecté que 44,6% des revenus pétroliers escomptés, a indiqué l'agence officielle Shana. M. Rohani a reconnu que la production et les exportations pétrolières du pays étaient en baisse depuis 2005 et que les revenus pétroliers avaient été divisés par deux en 2012. La rhétorique politique omniprésente sous l'ère Ahmadinejad a donc fait place à plus de réalisme et de sincérité dans les constats.

La détermination politique est pourtant bien là avec un objectif de retour de la production et des exportations pétrolières à leur niveau d'avant 2005 et un conseil a été créé avec la mission de rechercher les voies et moyens pour favoriser la montée en puissance du pétrole iranien sur les

marchés internationaux, accroître la production d'hydrocarbures et remplir les caisses de l'Etat. Pour le président iranien, qui suit de près les questions liées à l'énergie et, plus généralement, à l'économie, les mesures les plus importantes à prendre à cet égard portent sur l'achèvement des grands projets gaziers, surtout ceux de South Pars, et sur la révision des termes des contrats pétroliers pour attirer plus de capitaux et de technologies provenant de l'étranger.

Commentant l'accord de Genève et tout ce qui l'entoure, le président Rohani a estimé que les conditions actuelles étaient plus favorables au développement économique de l'Iran, celui-ci passant notamment par des avancées dans le secteur des hydrocarbures. La route est encore longue, les évolutions futures seront sans doute plus difficiles à obtenir que prévu actuellement mais Téhéran veut se mettre d'ores et déjà en ordre de bataille pour profiter autant que possible et aussi rapidement que possible de l'assouplissement et de la levée des sanctions que les responsables iraniens anticipent.

Francis Perrin

+ Sur l'Iran, voir aussi OPEP en page 41 dans ce numéro.

Rencontre avec le ministre de l'Énergie des Emirats Arabes Unis,

Suhail Mohamed Faraj al-Mazrouei

[A l'occasion de la fête nationale des Emirats Arabes Unis (EAU), les autorités de ce pays ont invité à la fin novembre des journalistes à Abou Dhabi pour des rencontres avec des ministres et des responsables politiques et économiques – voir l'an dernier notre édition du 16 décembre 2012. Le ministre de l'Énergie figurait cette année parmi les personnalités rencontrées et Pétrole et Gaz Arabes (PGA) était représenté par l'auteur de cet éditorial. Le pays vient de fêter le 42ème anniversaire de son indépendance en 1971. Le PGA présente également dans ce numéro un dossier sur les EAU – voir en page 15].

Ministre de l'Énergie des Emirats Arabes Unis depuis le 12 mars 2013, M. Suhail Mohamed Faraj al-Mazrouei a une spécificité remarquable : la jeunesse. Né le 1er juillet 1973, il n'a donc que quarante ans, un âge peu fréquent pour accéder à de telles responsabilités au Moyen-Orient (et ailleurs le plus souvent). Le ministre en tire argument pour souligner que les plus hautes autorités des EAU sont prêtes à faire confiance à la jeunesse, qu'il en est un exemple et qu'il y en a d'autres. Serein, s'exprimant de façon très posée, M. al-Mazrouei fait preuve d'assurance dans le traitement des dossiers dont il a la charge.

Sa formation est d'un grand classicisme pour le secteur énergétique avec des études d'ingénieur pétrolier aux Etats-Unis (Bachelor's degree à l'université de Tulsa en Oklahoma en 1996). Il a ensuite travaillé pendant dix ans au sein de l'Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC), qui est évidemment incontournable dans cette industrie aux EAU. Il est spécialisé dans l'amont et a terminé au sein de la compagnie nationale comme directeur de la production (Director of Production and Engineering Facilities] pour l'offshore, ce qui représentait une production de plus de 1 million de barils par jour. En 2004-2005, M. al-Mazrouei a été détaché auprès du groupe Royal Dutch Shell, ce qui a contribué à lui donner une vision internationale avec des projets aux Pays-Bas, en mer du Nord, au Nigeria et à Brunei. A partir de 2007, il rejoint Mubadala, également contrôlée par le gouvernement d'Abou Dhabi, avec la responsabilité de projets à Bahrain et à Oman, mais aussi au Kazakhstan.

Son portefeuille actuel est vaste puisqu'il comprend les hydrocarbures, l'électricité, l'eau et les ressources minérales. Le ministre entend clairement insuffler dans ces domaines une vision moderne. Il faut que le secteur énergétique fonctionne bien mais il faut aussi qu'il contribue au développement de l'économie des EAU et que sa gestion prenne en compte les impératifs du développement durable. Modeste et ambitieux à la fois, le ministre rappelle que les EAU sont un petit pays mais avec de grandes ambitions. Ce point est revenu à plusieurs reprises dans ses déclarations devant les journalistes et lors de la séance de questions-réponses qui a suivi. Il n'a en effet pas hésité à parler de "modèle" pour les pays arabes et les pays en développement et à souligner que son pays était l'une des nations les plus avancées dans le domaine des hydrocarbures. Il a également mis l'accent sur le rôle important que jouent les EAU en matière de coopération avec des pays en développement, y compris dans le domaine énergétique en Afrique et au Moyen-Orient.

Le ministre est né à Doubaï et il ne l'oublie pas. Il a notamment rappelé que beaucoup étaient sceptiques au sujet de la capacité de cet émirat à pouvoir diversifier son économie face au déclin programmé de la production pétrolière. C'est aujourd'hui l'une des priorités des EAU, qui ne font pourtant pas du tout face à un tel défi au vu de l'importance de leurs réserves prouvées. Mais, depuis

plusieurs années, les dirigeants de la fédération ont décidé de mettre le cap sur une réelle diversification énergétique avec le lancement d'un programme nucléaire civil, le premier dans le monde arabe, et la montée en puissance des énergies renouvelables, surtout l'énergie solaire. Le ministre a largement abordé ces sujets en soulignant le rôle de pionnier des EAU, ce qui est difficilement contestable. Un responsable d'un groupe énergétique étranger expliquait au PGA que les EAU étaient à ses yeux le pays arabe le plus engagé dans l'énergie solaire avec une démarche cohérente, concrète et s'inscrivant dans le long terme.

Interrogé sur l'Exposition universelle 2020, le ministre a établi partiellement un lien avec les activités dont il a la charge en soulignant que la coopération énergétique entre les EAU et divers pays africains et les fonds alloués pour financer des projets dans ces pays avaient pu jouer au moment du vote en faveur de Doubaï à Paris le 27 novembre par les Etats membres du Bureau International des Expositions.

M. Al-Mazrouei s'est montré serein au sujet de la "menace" que pourrait représenter pour son pays le développement des pétroles et gaz non conventionnels, en particulier les hydrocarbures de schiste. Pour lui, ces sources sont plutôt complémentaires que concurrentes des hydrocarbures conventionnels et le cas des Etats-Unis est très spécifique. Ce pays deviendra certainement autosuffisant en gaz naturel et, peut-être, en pétrole mais "sera-t-il capable d'approvisionner la Chine et l'Inde ? J'ai quelque doute", a-t-il déclaré (voir sur ce point notre dossier sur le World Energy Outlook 2013 dans notre édition du 16 novembre 2013). Au sein de l'OPEP, certains pays seront affectés par cette "révolution" mais sans doute pas les Etats du Golfe pour lesquels le principal marché est l'Asie. Les EAU entendent d'ailleurs consolider leurs relations énergétiques avec les pays asiatiques, y compris en investissant directement dans cette région. Nous produisons dans le golfe de Thaïlande, a-t-il rappelé, et nous aidons des pays dans leur effort d'exploration. Nous avons avec eux une relation spéciale et ne faisons pas que leur vendre du pétrole, a-t-il ajouté.

Interrogé par le PGA sur l'oléoduc d'exportation de pétrole débouchant à Foujeirah, le ministre a indiqué qu'il serait pleinement utilisé lorsque le besoin s'en ferait sentir. Il constitue une capacité supplémentaire d'exportation, pas une substitution à des capacités existantes. C'est une nouvelle route d'exportation que nous utiliserons de façon variable en fonction des circonstances. En réponse à une autre question du PGA sur le projet Emirates LNG, qui prévoit la construction d'un terminal de regazéification du GNL à Foujeirah et qui est porté par l'IPIIC et par Mubadala Petroleum, M. al-Mazrouei a expliqué que les EAU avaient besoin de plus de gaz naturel. Il y a la production domestique, les importations de gaz du Qatar avec le projet de Dolphin Energy, des importations par Doubaï et,

à l'avenir, le terminal d'Emirates LNG. Avec cet ensemble, le pays disposera de tout le gaz nécessaire pour son économie, a indiqué le ministre.

Sur le dossier délicat du renouvellement de la concession de l'Abu Dhabi Company for Onshore Oil Operations (ADCO), l'une des filiales de l'ADNOC qui produit 1,6 million de barils par jour environ, le ministre a rappelé qu'il s'agissait d'une décision historique et qui engagerait la prochaine génération. Le dossier étant soumis au Supreme Petroleum Council (SPC). M. al-Mazrouei est évidemment resté très prudent. Il a souligné que le processus de renouvellement - la concession actuelle expire en janvier 2014 - était caractérisé par la transparence et par l'équité. Nous avons confiance dans nos partenaires historiques, a-t-il précisé [ceux-ci sont BP, ExxonMobil, Partex, Shell et Total, l'ADNOC

contrôlant 60% du capital. On sait d'ores et déjà que Partex ne fera pas partie du futur actionnariat]. Interrogé par le PGA au sujet des informations de presse selon lesquelles une marge de rentabilité plus importante aurait été promise aux futurs actionnaires, le ministre a répondu qu'il ne pouvait rien annoncer sur ce point car il y avait une concurrence entre les actionnaires étrangers actuels et d'autres compagnies pétrolières désireuses de faire partie du futur tour de table. Du fait de cette compétition, les jeux ne sont pas faits.

Sans hausser le ton d'un iota, le ministre a eu des mots assez durs lorsqu'il a été interrogé sur certains comportements en matière d'utilisation de l'eau, la ressource rare par excellence dans cette partie du monde. Il a parlé de "consommation irresponsable" et a évoqué un défi majeur pour le pays, pour cette zone géographique et pour le monde. Les gouvernements n'aiment pas que leurs citoyens paient trop cher l'accès à des biens et à des services essentiels mais il faut essayer de trouver un équilibre raisonnable, a-t-il affirmé. Répondant à une question du PGA, il s'est cependant montré très prudent sur la question voisine et centrale des prix de l'énergie. Nous sommes en train de regarder la question des subventions mais c'est un long processus, a-t-il répondu. Que ce soit pour l'eau, pour l'électricité ou pour l'énergie en général, le ministre met l'accent sur la sensibilisation de l'ensemble de la société et sur les technologies qui permettent d'économiser, de mieux gérer ou de récupérer ces ressources. Il compte aussi sur la nouvelle génération pour avoir un comportement plus responsable.

Tout ceci est utile et nécessaire mais il faudra clairement aller plus loin et plus vite et le ministre en est sans aucun doute conscient. Il reste à voir s'il voudra et pourra faire avancer ce dossier politiquement et socialement délicat de façon significative.

Francis Perrin

Irak, Kurdistan irakien et Turquie :

Energie et réconciliation

Après les accords énergétiques avec la région du Kurdistan irakien (RKI), la Turquie s'est efforcée de rassurer le gouvernement fédéral de l'Irak et, indirectement, les Etats-Unis. Le ministre turc de l'Energie, M. Taner Yildiz, et ses collègues n'ont pas ménagé leurs efforts pour tenter de convaincre Bagdad des bonnes intentions de leur pays. Les accords avec le gouvernement régional du Kurdistan (GRK) sont à finaliser, explique-t-on à Ankara où l'on ajoute que l'approbation du niveau fédéral serait très souhaitable et qu'une coopération tripartite serait fort utile pour les trois parties. M. Yildiz a souligné que son pays poussait Bagdad et Erbil à s'entendre et a fait part de son optimisme à cet égard. Un accord entre le gouvernement irakien et le GRK sur les exportations pétrolières à partir de la RKI pourrait être annoncé en décembre, a-t-il estimé. Les accords que la Turquie a conclus avec le gouvernement fédéral et avec le GRK pourraient faciliter le rapprochement tant attendu entre Bagdad et Erbil. De leur côté, le ministre irakien du Pétrole, M. Abdul Kareem Luaibi, et le GRK ont eux aussi exprimé un certain optimisme sur ce sujet.

Le GRK et la Turquie ont confirmé au début décembre leurs accords qui sont le résultat de plusieurs mois de négociations. Ils portent sur l'exportation de brut produit dans la RKI via la Turquie [grâce à un lien avec l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan ; le ministre des Ressources naturelles du GRK, M. Ashti Hawrami, a indiqué que la construction de l'oléoduc d'exportation desservant le champ de Taq Taq était achevée. Il devrait permettre de transporter 350 000 barils par jour en 2014], sur la possible construction d'un nouvel oléoduc et d'un gazoduc entre la RKI et la Turquie, sur des importations par la Turquie de pétrole et de gaz extraits en RKI, sur le dépôt des paiements pour le pétrole de la RKI sur un compte séquestre dans une banque d'Etat turque [les sociétés pétrolières productrices en RKI seraient rémunérées et le solde serait conservé en Turquie dans l'attente d'un accord entre Bagdad et Erbil. Le GRK a indiqué qu'il était prêt à reverser 83% de ce solde au niveau fédéral, les 17% restants correspondant à sa part des revenus pétroliers de l'ensemble de l'Irak du fait de la part de la population de la RKI dans la population irakienne, comme le prévoit la constitution] et sur l'entrée de la Turkish Energy Company sur 13 permis d'exploration dans la RKI. Les importations de gaz de la RKI pourraient commencer dès 2017 et un volume pouvant atteindre 20 milliards de mètres cubes par an a été évoqué. Le prix du gaz serait manifestement fort intéressant pour la Turquie.

Annoncés à la fin novembre par les médias alors que les deux parties ne les avaient pas encore rendus publics du fait de leur caractère politiquement délicat, ces accords ont quelque peu inquiété Washington, qui, tout en ayant d'excellentes relations avec la Turquie et avec le GRK, entend ménager Bagdad et qui redoute que la volonté des dirigeants kurdes irakiens d'aller toujours plus loin sur la voie de l'"autonomie" n'accroisse les tensions internes à l'Irak qui n'en a pas vraiment besoin. Si le GRK ne manque pas une occasion de souligner qu'il entend continuer à se conformer à la constitution irakienne, beaucoup estiment que cette autonomie ressemble étrangement à une indépendance de facto et que la mise en œuvre, au cours des prochaines années, des accords avec la Turquie pourraient contribuer à précipiter une situation qui placerait le gouvernement irakien dans une position très difficile. Les Etats-Unis s'efforcent par ailleurs de rapprocher Ankara et Bagdad [la Turquie n'est pas en très bons termes avec le pouvoir chiite de M. Nouri al-Maliki et soutient quasi ouvertement certains de ses opposants sunnites] et la diplomatie américaine semble avoir enregistré des succès dans ce domaine mais ces pas en avant seraient menacés par des accords énergétiques

d'une telle importance entre la Turquie et le GRK si le niveau fédéral n'était pas davantage impliqué. Bagdad n'est pas resté inactif et a fait miroiter à Ankara la possibilité d'exportations pétrolières grâce à l'accroissement de la capacité de l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan. Pièce incontournable et indispensable de l'échiquier régional, la Turquie se trouve ainsi fort courtisée, ce qui n'est pas pour lui déplaire.

Le ministre irakien du Pétrole estime que son pays pourrait exporter 3,4 millions de barils par jour de pétrole en 2014, dont 400 000 b/j provenant de la RKI. En novembre 2013, ces exportations étaient de 2 381 000 b/j, selon le ministère du Pétrole. Le GRK se dit prêt à accueillir des observateurs internationaux et des représentants de l'Etat irakien pour prouver au monde entier - mais surtout à Bagdad - que les exportations de brut produit en RKI sont entourées de la plus parfaite transparence et que l'Etat fédéral percevra bien la part des revenus prévue par la constitution.

Bagdad et Erbil arriveront-ils à conclure une paix des braves au cours des prochaines semaines ? Ce serait une bonne surprise même si l'historique de leurs relations depuis plusieurs années n'incline pas spontanément à l'optimisme. Les deux parties y ont certainement intérêt sur les plans énergétique et économique mais ce constat n'est pas nouveau. Les pressions et conseils émanant tant des Etats-Unis que de la Turquie pour que les deux parties enterrent la hache de guerre pétrolière ne datent pas d'hier non plus mais elles se font plus intenses. Le rapprochement avec la Turquie, qui est d'une importance stratégique pour l'Irak, peut également aider à une réconciliation. De plus, les dirigeants irakiens sont sans doute très conscients que, s'ils décidaient de s'opposer mordicus aux accords entre le GRK et Ankara, la Turquie pourrait passer outre, à l'issue sans doute d'un délai de décence politique. Pour un pays très préoccupé par la sécurisation de ses approvisionnements énergétiques, le coût de ceux-ci et les intérêts de ses entreprises pétrolières et gazières [ainsi que des firmes turques dans l'ingénierie, la construction et les services] à l'étranger, l'attrait des réserves d'hydrocarbures de la RKI est considérable. Comme le disait Oscar Wilde, "je peux résister à tout, sauf à la tentation".

Francis Perrin